



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FLUIDRA COMMERCIAL FRANCE**

AV GUSTAVE EIFFEL  
33700 Merignac

Références : 26-206  
Code AIOT : 0100169442

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement FLUIDRA COMMERCIAL FRANCE implanté AV GUSTAVE EIFFEL 33700 Merignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLUIDRA COMMERCIAL FRANCE

- AV GUSTAVE EIFFEL 33700 Merignac
- Code AIOT : 0100169442
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

Fluidra est une entreprise de distribution de produits pour le marché de la piscine résidentielle et publique.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative (pour les sites à déclaration)	Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10	Demande d'action corrective	3 mois
5	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La compatibilité des stockages des produits chimiques est respectée. Une mise en demeure est néanmoins proposée sur l'absence de contrôle de vérification périodique des ICPE à déclaration du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative (pour les sites à déclaration)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.  Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni une preuve de dépôt de déclaration ICPE n°201600462 du 19/05/2016 qui trace les 3 rubriques à déclaration du site : 4440- 2 (stockage de solides comburants) et 4441-2 ((stockage de liquides comburants), 4510 (Stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique). En outre, concernant la rubrique 4510 citée ci-dessus, l'exploitant n'a pas réalisé le contrôle quinquennal obligatoire. Une mise en demeure est proposée sur ce point.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fait réaliser le contrôle périodique de ses installations dans un délai de 3 mois ou procède à une cessation d'activité selon les termes de l'article R 512-66-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de 3 mois.  <b>Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure soumis à la signature de Monsieur le Préfet, il est demandé à l'exploitant d'apporter ses éventuelles remarques sur ledit projet d'arrêté sous 15 jours et ce, au titre de la procédure contradictoire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées (IIC) a vérifié par sondage la présence des FDS des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- FDS0113-ctx113 Top Multi (en date du 27/11/2024 )</li> <li>- FDS 0125SOJITZ-ctx123 Hypocal Stick (en date du 10/01/2024)</li> </ul> <p>Ces FDS sont présentes sur le réseau de l'entreprise.</p> <p>Si les employés ont besoin de consulter les FDS, ils ont tous accès au serveur où se trouve les FDS.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits chimiques de l'exploitant sont stockés dans le magasin. L'exploitant a indiqué fournir les EPI adéquats aux employés. En temps normal (hors accident et épanchement d'un produit chimique), les employés ne font que de la manutention des cartons de produits chimiques (pas d'utilisation, ni de manipulation).</p> <p>Les FDS des deux produits du point précédent ont été analysées sur le point suivant : Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie_Moyens d'extinction :</p> <p>-- FDS0113-ctx113 Top Multi : la FDS indique "Extincteur de type poudre ou CO2". L'IIC a constaté la présence d'un extincteur à poudre dans l'entrepôt dont le contrôle était à jour.</p> <p>- FDS 0125SOJITZ-ctx123 Hypocal Stick : la FDS indique "Eau". L'IIC a constaté la présence d'un extincteur à eau dans l'entrepôt dont le contrôle était à jour.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Les rétentions sont constituées par des bacs plastiques de 250 l et sont adaptées aux contenants qui se trouvent dessus. L'IIC a vérifié par sondage la compatibilité des produits présents sur une même rétention.</p> <p>Il a cependant été constaté pendant l'inspection de terrain la présence de plusieurs palettes de bidons (environ 3000 litres au total) contenant un produit dangereux liquide sans rétention adaptée.</p> <p>=&gt; cf demande</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant place ses produits dangereux sur des cuvettes de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Registre entrée/sortie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Etat des stocks</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Il ne possède pas de plans des stockages associés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan des stockages de son site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois